

N°7 : COMMENT AMELIORER LA RECONNAISSANCE ET L'ORGANISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE ?

Les conditions de l'orientation des élèves vers les lycées professionnels d'une part, et les lacunes profondes chez ces mêmes élèves d'autre part, notamment au niveau de la maîtrise de la langue et du calcul, ont été mises en évidence au cours des débats.

Divers constats ont été établis :

- ✓ Le taux de chômage chez les détenteurs de diplômes du niveau CAP/BEP reste relativement élevé, notamment au regard de ce qui est constaté chez les BAC + 2.
- ✓ Le nombre des diplômés CAP/BEP, qui devait nettement s'infléchir durant ces dernières années, se maintient aujourd'hui encore à un niveau très élevé.
- ✓ Il est quasiment impossible de valoriser les CAP, l'accès aux études menant à un BEP ou un Bac pro étant fermé.

Les commentaires et interrogations suscités à l'énoncé de ces constats ont permis de dégager trois idées maîtresses :

- ✓ L'orientation des élèves :

Il ne faut plus orienter l'élève mais il faut l'aider à trouver sa voie en pleine connaissance des mutations socio-économiques : la dévalorisation de certaines tâches, le déficit d'image des métiers manuels colporté par les médias, par notre institution elle-même, la tertiairisation, l'adaptabilité doivent être prises en compte.

- ✓ Le contenu et l'image de la formation professionnelle :

La crédibilité des diplômes étant remise en question, des doutes étant émis sur le niveau réel atteint par les élèves, sur la pertinence de la mise en œuvre du CCF, l'objectif du lycée professionnel doit être redéfini ou précisé. Faut-il privilégier la formation (contenus, savoir, culture...) ou la qualification (attente des entreprises, savoir-faire...) ?

Un socle commun de bases indispensables doit être recherché, ne concernant plus seulement un emploi bien déterminé, mais tout un champ de métiers au sein duquel l'employé sera appelé à évoluer tout au long de sa vie active.

- ✓ Le travail en amont :

L'acquisition d'un savoir minimum, notamment la lecture, l'écriture ou le calcul n'est pas toujours vérifiée chez les jeunes qui intègrent le lycée professionnel. Les élèves chez lesquels sont enregistrés les déficits les plus sévères ne peuvent, par conséquent, pas suivre une scolarité dans de bonnes conditions, le lycée professionnel ne peut pas les préparer à intégrer la vie active. Le repérage précoce des élèves en grande difficulté s'impose donc, dès le CP.

Les propositions formulées

Afin de mieux faire reconnaître la voie professionnelle, deux ensembles de mesures pourraient être envisagés :

1. la mise en place de tests d'entrée en lycée professionnel attestant que l'élève sera en mesure de suivre l'enseignement proposé ;
2. la mise en place ou le renforcement des moyens scolaires, médicaux, sociaux, éducatifs... - et l'évaluation de leurs résultats - pour détecter et combler précocement les déficits de lecture, écriture, calcul...

N°8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Constat : Le manque de motivation est un obstacle au travail scolaire, à l'acquisition des connaissances et au développement de l'autonomie. L'élève ne s'investit pas dans son cursus scolaire, il s'ensuit une situation d'échec qui perdure et un niveau de compétences en stagnation voire en régression. L'absence de motivation pour les activités scolaires est souvent contagieuse dans les classes, voire épidémique. Les participants au débat soulignent que les incivilités et les problèmes liés à l'orientation sont inséparables des problèmes de motivation des élèves.

Faire travailler efficacement les élèves passe par la re-motivation, la re-valorisation de leur travail scolaire et de leur formation. Le problème du manque d'image de certaines professions dans la société (voire parfois une image négative) n'est pas sans conséquence sur l'investissement des élèves dans leurs études. Aux yeux des usagers de l'Ecole, il existe des voies, des filières, des qualifications plus nobles et d'autres moins à ... beaucoup moins !

Comment transformer une orientation par défaut en parcours de réussite ?

Dans un premier temps, il convient de rendre l'élève acteur de sa formation, l'obtention d'un diplôme lui conférant une reconnaissance sociale, une qualification professionnelle qui facilitera grandement la recherche d'un emploi et son insertion dans la société.

Sortir de l'Ecole sans qualification est synonyme d'échec pour tous les acteurs du système éducatif et au premier chef pour le jeune : le rôle d' « ascenseur social » joué par l'école est réduit à néant.

La démarche de projet associée à des effectifs de classe réduits (sans tomber au dessous d'un seuil où il est difficile d'imaginer une dynamique de classe – nonobstant les difficultés de recrutement rencontrées dans certaines sections professionnelles), des activités en interdisciplinarité et des programmes qui font sens, cette démarche de projet ainsi constituée permet de responsabiliser l'élève et de valoriser son travail dans l'appropriation des connaissances nécessaires à la réalisation du projet.

Si l'élève, l'apprenant adhère au(x) projet(s) des professeurs, les savoirs et savoir-faire à maîtriser seront intégrés à la logique du projet. L'élève est conduit à davantage d'autonomie. La démarche de projet permet de susciter (ressusciter) la motivation de l'élève, de la faire davantage correspondre aux objectifs de la formation suivie et aux attentes de l'enseignant.

La pédagogie de projet pose que l'élève est contractuellement associé à l'élaboration de ses savoirs. La motivation des élèves est suscitée par l'objectif (concret) poursuivi, la tâche (concrète) à réaliser.

Pédagogie du contrat, pédagogie différenciée, la pédagogie de projet doit permettre d'accéder progressivement à l'autonomie (sachant qu'une maîtrise minimale de la langue est indispensable : le rôle de l'aide individualisée et de l'enseignement de Français Langue Etrangère est indispensable.

Ré-apprendre, Re-motiver, Re-valoriser, Reconstruire, Redonner confiance : il s'agit bien de pédagogie de Réparation pour des élèves souvent mis en difficulté à l'école !

En s'inscrivant dans une activité collective, l'acquisition des savoirs prend du sens. On sait qu'un élève en difficulté est un élève pour lequel l'activité proposée en classe ne fait pas sens.

L'interdisciplinarité permet de travailler autrement, de décroquer : différents champs disciplinaires étant ainsi mobilisés pour un même objectif. D'une logique d'enseignement, on passe à une logique d'apprentissage qui met l'élève au centre de toutes les démarches.

Les Nouveaux programmes des Classes de CAP correspondent à ces démarches de pédagogie différenciée et d'interdisciplinarité, ils reposent sur quatre finalités intimement liées les unes aux autres : se construire, s'insérer dans le groupe, dans l'univers professionnel, dans la Cité. Les programmes doivent dessiner des cadres, des repères nécessaires à l'élève, mais il ne faudrait pas que le Contrôle en Cours de Formation (CCF) engendre une image de « diplôme maison » qui ferait perdre toute valeur et crédibilité au diplôme auprès des employeurs, ce qui nuirait à l'objectif poursuivi, à savoir la revalorisation des élèves et de leur formation. Les participants et les élèves soulignent et déplorent l'impossibilité de poursuivre des études en L.P. à l'issue du CAP.

Les TICE (Technologies de l'Information et de la Communication dans l'Enseignement) sont des outils pédagogiques qui vont permettre de lutter réellement contre l'« analphabétisme technologique » et apportent une valeur ajoutée aux apprentissages car dans sa vie professionnelle, l'élève utilisera l'outil informatique.

Les participants au Débat s'accordent à dire que de tels moments d'échanges sont importants dans la vie de l'établissement, oscillant entre thérapie collective et convivialité, ils permettent de renforcer l'indispensable travail en équipes auprès de nos élèves et devraient avoir lieu plus souvent afin de générer des ... Projets.

Proposition :

L'école doit créer les conditions favorables (programmes, formation des enseignants au travail en équipe et en interdisciplinarité, moyens humains et matériels suffisants, ...) à la mise en place d'une démarche de projet qui valorise et donne du sens au travail de l'élève.

N°15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Etat des lieux :

Le problème de la violence et de l'incivilité dans le cadre de l'institution scolaire n'est, à y regarder de plus près, qu'un reflet de ce qui se passe dans la société. En effet, l'école est intégrée dans la société et, en tant que telle, subit les conséquences des difficultés sociales, culturelles et/ou économiques que doit affronter le corps social dans son ensemble.

En ce qui concerne le lycée professionnel, ce constat se révèle encore plus prégnant, étant donné le profil des élèves accueillis et scolarisés (milieux sociaux défavorisés, classes populaires...).

Dans ce sens, il est vrai que la violence et l'incivilité auxquelles nous faisons face au quotidien trouve ses causes à différents niveaux (problèmes individuels liés aux conditions de vie, déstructuration familiale, manque ou absence de repères, inégalités marquées au niveau économique...). L'enseignant et les équipes scolaires dans leur ensemble affrontent donc un problème multiforme souvent difficile à cerner et à combattre.

Pour toutes ces raisons, l'effort de concertation et de réflexion actuellement mis en place doit contribuer à l'établissement d'un diagnostic tout en proposant en parallèle des solutions concrètes en vue de parfaire le processus éducatif et de permettre aux nouvelles générations de s'intégrer pleinement dans le monde professionnel et dans la société en général.

Commentaires :

Par delà le manque de moyen, credo largement répété, il apparaît en premier lieu aux enseignants que l'image et les représentations que la société se fait de cette institution aient grandement évoluées depuis une trentaine d'années. En effet, conformément à une « mode médiatique » actuellement très en vogue, l'école semble souvent incapable de faire régner l'ordre. L'enseignant est alors perçu par le commun des citoyens comme un individu presque toujours débordé, en retard sur son temps, surtout préoccupé de sauvegarder certains « privilèges » et finalement incapable de mener à bien sa mission éducatrice. En définitive, le professeur n'est plus appréhendé comme ce notable respecté et intransigeant que l'on connaissait autrefois mais plutôt comme un être en proie au doute et à un sentiment parfois très profond de manque de reconnaissance. Résoudre les problèmes de violence et d'incivilité, rendre à l'école sa capacité à lutter contre les dérives et à mener à bien ses missions, n'est-ce pas finalement modifier son image dans un sens plus positif, surtout auprès des citoyens, premiers bénéficiaires de son action ?

Par ailleurs et pour compléter cette réflexion, il apparaît au plus haut point nécessaire de produire un effort de remise en question, de redéfinition des méthodologies et des manières d'enseigner.

Pour commencer, il nous semble que parfois, en fonction du profil des élèves, l'enfermement dans un lieu clos, l'enseignement en groupe ne soient pas les techniques d'apprentissage les plus adaptées. Ne faudrait-il pas à ce niveau tenter de sortir l'école de son cadre traditionnel par trop étrié pour un public qui a du mal à se concentrer et dont la motivation n'est pas à son maximum ? Dans cette situation, la violence vis-à-vis de celui ou celle qui représente l'institution n'est-elle pas un phénomène inévitable et récurrent ? La question est posée.

Puis, comment raisonner un élève dont la culture générale, dont les capacités de réflexion sont réduites au minimum ? Dans ce contexte, la violence, l'opposition virulente devient souvent le seul moyen auquel il peut avoir recours afin d'exprimer ses sentiments et pensées. Dans ce contexte d'impossibilité de communiquer raisonnablement, l'institution n'a d'autre choix que de faire preuve à son tour d'une certaine violence, à tort ou à raison perçue par l'élève comme une injustice. Est-ce là la solution ? La question se pose à ce niveau aussi.

Différentes solutions pour résoudre ces problèmes sont envisageables : redonner le goût de l'effort (l'école n'est pas un bien de consommation et acquérir le savoir nécessite des sacrifices) et une foi en l'avenir (problème de l'orientation souvent mal maîtrisée), apprendre à canaliser son énergie et à contenir ses pulsions (traitement par le sport par exemple), aider les parents en difficulté à éduquer leurs enfants (structures éducatives palliatives mises en place par d'autres institutions que l'Education Nationale), modifier la perception de l'enseignant par l'élève (le professeur n'est pas « contre lui » !)...

Propositions :

Concrètement, après concertation, plusieurs propositions nous viennent à l'esprit.

Dans un premier temps, il serait peut être judicieux de généraliser les expériences d'implication de l'élève dans la mise en place des règles de vie ; ce qui peut se concrétiser par la rédaction commune (enseignants-élèves-surveillants...) de chartes de conduite ou de contrats de vie lycéenne.

Par ailleurs, il serait sûrement judicieux de renforcer les synergies au sein du corps éducatif en instituant des réunions de concertation et de réflexion régulières et obligatoires de l'ensemble des personnels, y compris les personnels d'entretien par exemple qui, eux aussi, sont au contact quotidien des élèves.

D'autre part, il nous semble incontournable de mettre en place et de développer des formations spécifiques sur ces problèmes avant la titularisation (lors de l'année de formation consécutive au concours PLP2 à l'IUFM) et durant la carrière de tous les enseignants, voir des personnels annexes.

Enfin, pour combattre et juguler incivilités et violences, il apparaît indispensable de mener des politiques éducatives cohérentes, dont la lisibilité soit claire pour les élèves, surtout en ce qui concerne les modalités de résolution des problèmes que ce soit par la sanction ou la concertation.

Conclusion :

L'école étant le reflet de la société, elle ne peut résoudre seule les problèmes de violence et d'incivilité ; pour parvenir à former des citoyens, elle doit bénéficier de la solidarité des acteurs de l'ensemble du corps social : parents, institutions, enseignants, police, justice, services sociaux... qui, tous ensemble, doivent s'attacher à aplanir les difficultés et à résoudre les problèmes, notamment en ce qui concerne la violence au quotidien et les actes d'incivilité, car la transmission du savoir et des valeurs de la démocratie n'est réalisable que dans le respect et l'harmonie.

L'école doit être capable de créer en son sein les conditions de transmission harmonieuses des savoirs et des valeurs de la démocratie (politique éducative, formation des personnels...) dans le respect mutuel de chaque individu.